



La Commune



Régime indigne

Editorial

La déclaration de guerre contre les régimes spéciaux de retraites a donc été lancée par Fillon, confirmée par son chef Sarkozy qui, dès le 11 septembre dernier, au salon de l'élevage à Rennes, a dénoncé ces régimes comme " indignes ", pas moins.

Rocard, qui, lui aussi, a été à la mangeoire élyséenne, peut être fier. Alors Premier ministre de Mitterrand, il avait publié la " Bible " des réformes des retraites, son célèbre " livre blanc ". Il préconisait déjà le passage à 42 annuités pour tous, public-privé, au nom de l'équité et de la lutte contre le " trou de la Sécu ", ses successeurs de droite et de gauche n'ont eu de cesse que de poursuivre et amplifier son oeuvre destructrice. En 1993, Balladur a imposé au privé le passage de 37,5 à 40 annuités pour une retraite à taux plein et le calcul des pensions sur les 25 meilleures années au lieu des 10 auparavant. Qui se souvient de la moindre riposte des directions syndicales? En 1995, grâce à la mobilisation spontanée et massive des cheminots et d'une partie du secteur public, le gouvernement Juppé dut ravalier ses ambitions. Mais, en 2003, Raffarin-Fillon, bien sûr au nom de l'égalité sociale, imposent à la Fonction publique le passage aux 40 annuités. Raffarin rendit un hommage appuyé à son prédécesseur Jospin : " *sans le travail préparatoire qu'il avait engagé, je n'aurais pas pu faire la réforme des retraites* Il aurait pu ajouter : " *sans l'appui des directions syndicales* " qui, toutes, étaient pour " *une réforme* ".

Les régimes spéciaux sont, pour environ 5 millions de salariés, un acquis qui remonte à l'ordonnance du 4 octobre 1945 . Pour ceux qui veulent niveler les retraites, ces régimes spéciaux doivent disparaître. Sarkozy, dans un premier temps, veut les aligner sur le régime de la Fonction publique (40 annuités, calcul sur la base de 75 %, référence des 6 meilleurs mois) ; ensuite, on nous dira que le régime de la fonction publique est indigne lui-aussi au regard du régime général et qu'il faut aligner tout le monde sur 41, puis 42 annuités sur la base des 25 meilleures années (ou plus) et repousser le départ à la retraite à 61, 62 ans ou plus. En on nous poussera, c'est déjà le cas, vu le faible niveau des pensions, vers les assurances privées, à l'anglo-saxonne.

Dans une guerre, il vaut mieux savoir qui sont vos ennemis et vos amis. Les ennemis, on les connaît : MEDEF, gouvernement Sarkozy et consorts. Les amis, c'est plus compliqué ...

Thibault, secrétaire général de la CGT promet du " sport " " *si le gouvernement continue sur la même voie, à la fois par l'impréparation des contenus et en procédant par le fait accompli...* "

Mailly, son homologue de FO tient le même langage : " *si le gouvernement veut passer en force, il faut s'attendre à des réactions* ". Quant au bolchévique Chérèque, il déclare pour la CFDT : " *Si le gouvernement veut passer en force, il y aura un conflit majeur y compris avec la CFDT* ". Diantre, quel langage viril. Hollande déclare : " *toute précipitation serait contraire à l'idée même de la réforme et la négociation doit être la règle* ". La palme revient à Manuel Valls, député PS de l'Essonne, favorable à " *l'alignement des régimes spéciaux sur le régime général* ". Encore plus droitier que Sarkozy !

À les entendre tous, il suffit d'une bonne concertation et de bonnes négociations et tout ira bien. Aucun d'entre eux n'affirme vouloir le maintien intégral des régimes spéciaux et ne prévient que sur ce point, il n'y a rien à négocier. En fait, leur message à Sarkozy, c'est : " *laisse-nous du temps pour faire avaler la couleuvre, ou on ne les retiendra pas* ".

À cette unité syndicale et politique contraire aux intérêts des salariés, il faut opposer, dans les semaines qui viennent, l'unité syndicale et politique sur un seul objectif : maintien total des régimes spéciaux, halte à toute réforme des retraites, retour aux 37,5 pour tous, public-privé. Quant à l'indignité, c'est ce régime politique qui en est frappé.

Modifié le lundi 17 septembre 2007

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
